

Éditorial

Pluralité des trajectoires transnationales, multiplicité des terrains d'étude

Liza Terrazzoni¹, Marie Peretti-Ndiaye², Hélène Quashie³

Si les expériences migratoires paraissent aujourd'hui se développer et, dans une certaine mesure, se banaliser (Castles, Miller, 2009), elles n'en prennent pas moins des formes extrêmement diverses. Les frontières, emblèmes des modèles sécuritaires sur lesquels reposent les souverainetés nationales (Santibañez Romellón, 2004), filtrent les flux migratoires contemporains, jusqu'à devenir des lieux de tragédies humaines.

Les dispositifs de contrôle draconiens de certains flux, comme ceux mis en place à la frontière méditerranéenne de l'Europe ou entre les États-Unis et le Mexique, coexistent paradoxalement avec l'ouverture de ces mêmes frontières, qui deviennent « insignifiantes » pour certaines catégories sociales (Rodriguez, 1996). Les questions de statut social et administratif comme de nationalité s'avèrent, à ce propos, cruciales. Le monde contemporain apparaît ainsi traversé par des « crises migratoires » – à l'instar de celle que connaît actuellement l'Europe (Tissier-Raffin, 2015) autant du point de vue de l'intensité des flux que de ses implications politiques et humaines – et par l'augmentation de circulations moins contrôlées et caractérisées par un passage plus fluide des frontières⁴.

Comment les sciences sociales peuvent-elles éclairer la compréhension des phénomènes migratoires dans ce contexte ambivalent ? Si elles peuvent déconstruire les narrations contemporaines de l'immigration (Swing, 2016) qui imprègnent les débats publics et s'avèrent parfois propices au rejet, elles sont également utiles pour décrire les processus migratoires dans leur complexité et leur diversité. Elles peuvent, en outre, mettre en exergue des phénomènes « discrets » qui mobilisent des itinéraires et des figures dont les pouvoirs politiques comme l'opinion publique se préoccupent

1 CADIS, École des hautes études en sciences sociales, Paris.

2 CADIS, École des hautes études en sciences sociales, Paris.

3 IMAF, École des hautes études en sciences sociales, Paris.

4 En 2014, l'agence FRONTEX recensait 280 000 détections de passage illégal des frontières de l'Union européenne tandis que, cette même année, 109 millions de personnes sont entrées dans l'espace Schengen en provenance d'un pays tiers par voie aérienne (FRONTEX, 2014).

moins. Étudier la pluralité des parcours migratoires et leurs évolutions permet donc d'appréhender différemment les enjeux et les processus sociaux qui en découlent mais aussi d'interroger les outils théoriques et méthodologiques mobilisés en sciences sociales.

Nouveaux terrains, nouveaux enjeux

L'ambition de ce numéro thématique est de réunir des contributions de jeunes chercheurs (doctorants, docteurs, post-doctorants) sur les migrations et les mobilités internationales actuelles, et de décrire les formes, les logiques et les figures des itinéraires contemporains. Il y a là un double enjeu. D'une part, il s'agit de s'intéresser à des terrains « nouveaux », centrés sur des figures « émergentes » dans le champ des études migratoires, du point de vue de la diversification des profils, des statuts, des itinéraires des acteurs et du sens dont ils investissent leur mise en mouvement. D'autre part, il sera question d'envisager les continuités et les ruptures théoriques ou méthodologiques avec les approches classiques des migrations.

Ce numéro vise ainsi à montrer comment et avec quels outils, concepts et paradigmes les jeunes chercheurs s'emparent des phénomènes migratoires. Cette intention en contient une autre. Si la généralisation contemporaine des phénomènes migratoires est le signe d'un « monde en mouvement » travaillé par des mobilités impliquant des capitaux, des informations, des biens mais aussi des hommes (Urry, 2005), comment analyser les liens entre migrations et mobilités ? L'appel à contribution qui a présidé à la réalisation de ce volume présentait la volonté de réunir des articles explorant ce débat. Ces objectifs donnent une tonalité exploratoire à ce dossier. De ce fait, les contributions présentées partagent une approche méthodologique qui accorde une place conséquente à la description centrée sur les acteurs et qui s'intéresse au sens et aux usages que ces derniers confèrent à leurs déplacements.

Dans ces perspectives, nous n'avons pas favorisé de recherches relatives à une aire géographique ou un terrain spécifique. Nous avons plutôt privilégié des contributions qui décrivent, d'un côté, des mobilités migratoires à l'aune d'itinéraires « discrets » révélant les multiples formes que l'expérience sociale de la migration revêt aujourd'hui (Clio Chaveneau, Aurore Flipo, Karine Lamarche et Arthur Pacalet) et qui interrogent, de l'autre, la mobilité dans les déplacements migratoires (Marwa El Chab, Delphine Prunier, Claire Vincent-Mory). Les « migrants » dont il est question dans ces articles ont toutefois en commun de pouvoir se déplacer plus ou moins librement parce que leurs statuts sociaux ou administratifs, comme les accords politiques entre leurs pays de départ et de destination le leur permettent. Au fil des articles apparaissent ainsi des trajectoires qui témoignent de mobilités des « Nords » vers les « Suds » (Clio Chaveneau, Claire Vincent-Mory), de mobilités intra-européennes Est-Ouest (Aurore Flipo), de mouvements à rebours de l'histoire (Karine Lamarche et Arthur Pacalet), de « retours » vers le pays natal faisant exister un entre-deux mobile (Claire Vincent-Mory), de circulations très anciennes mais toujours dynamiques, ou

encore de mobilités rurales et urbaines qui croisent les échelles sous-régionales et internationales (Delphine Prunier, Marwa El Chab).

Dans un contexte où les statuts des migrants semblent ainsi se diversifier, les flux se réorienter, de nouvelles figures émerger, dans quelle mesure les outils conceptuels et méthodologiques, forgés en premier lieu dans et pour l'observation des migrations de travail, puis renouvelés par la prise en compte de la dimension circulatoire des situations migratoires, sont-ils opérationnels pour saisir et analyser ces itinéraires ? C'est l'une des questions qui traversent l'ensemble des contributions. Pour alimenter ces réflexions, nous avons également choisi de présenter une interview de Roger Waldinger qui revient sur l'un des paradigmes dominants aujourd'hui dans les études sur les migrations, celui du transnationalisme, et qui discute l'influence des frontières et des États-nations sur les activités sociales des migrants.

Évolution des paradigmes : intégration, circulation et transnationalisme

L'étude des migrations internationales en sciences sociales a d'abord concerné les flux de populations en provenance de pays du « Sud » vers ceux du « Nord ». La sociologie des migrations s'est développée en Europe en observant le phénomène migratoire le plus visible depuis les années 1950 (Rea, Tripier, 2003) : celui de travailleurs issus de pays faiblement dotés en opportunités de travail, affichant des salaires bas et dont la migration était encadrée par les États, *via* des accords de main-d'œuvre. Pourrait-on voir ici, comme Michel Peraldi le propose dans la discussion avec Roger Waldinger, la trace d'un « idéal prolétarien » dans les recherches sur les migrations ? Depuis le début du XX^e siècle, les programmes d'immigration et l'accentuation des différentiels économiques en faveur des sociétés occidentales ont contribué à figer les classifications descriptives, politiques et institutionnelles des flux migratoires. Dans les recherches universitaires, alors concentrées dans les sociétés concernées par les migrations de travail, le « travailleur immigré » s'est imposé comme une figure archétypale des migrations internationales et, avec elle, son expérience : celle de « la double absence », de la souffrance et de l'exil (Sayad, 1999a), puis de la sédentarité dans la société d'accueil. Le quotidien du « travailleur immigré » a davantage été analysé au prisme de la vulnérabilité : de l'illégitimité (Galissot, 1993) aux rapports de domination hérités de l'époque coloniale (Liauzu, 2000), en passant par les formes de l'économie capitaliste moderne sous-tendue par une segmentation ethnicisée du marché du travail (Moulier-Boutang, 1998) ou la racisation des rapports sociaux (De Rudder, Poiret, Vourc'h, 2000). L'expérience de ces acteurs est aussi celle de la double appartenance, presque exclusivement présentée comme facteur de souffrance. Elle apparaît caractérisée par des difficultés d'insertion dont les institutions, et par ricochet les chercheurs, se sont très vite préoccupés. Les migrants étant perçus comme facteurs de changements dans les sociétés réceptrices (Castles, 2007), leur présence et celle de leurs descendants, ainsi que les enjeux d'altérité qu'elle implique, bousculent les ordres nationaux établis et questionnent les fondements et les fonctionnements de

l'État (Sayad, 1999b). La relation entre l'État et les acteurs migrants a donc longtemps été placée au cœur de l'analyse des phénomènes migratoires (Portes, DeWind, 2007) et, avec elle, celle de l'intégration, à travers les problématiques du travail, de la famille, du logement et de la citoyenneté.

À partir des années 1990, avec l'émergence du concept de « transnationalisme » (Glick Schiller, Bash, Blanc-Szanton, 1992), l'étude des migrations internationales a connu de profondes mutations, posant la question migratoire dans le cadre des circulations et non plus seulement de l'intégration (Morokvasic, 1984 ; Peraldi, 2001 ; Tarrius, 1989). La multiplicité des expériences et des figures de la migration a été mise en évidence. Les recherches ont questionné le rôle de l'État dans la recomposition ou l'affaiblissement de certaines dynamiques, souligné les changements de statuts qui traversent les trajectoires individuelles et conduit à penser la mobilité dans les expériences migratoires. Le transnationalisme, plus qu'un concept, est devenu un paradigme. La discussion avec Roger Waldinger invite à en resituer le succès dans l'histoire contemporaine et dans le champ de la socio-anthropologie pour comprendre à la fois la portée et les possibles écueils de ce tournant.

La notion de « circulation migratoire » (Tarrius, 1989) a permis, quant à elle, d'insister sur le fait qu'à côté des migrations « ordonnées » (Sayad, 1991) par les États et/ou les grandes entreprises, il existait des migrations caractérisées par la circulation ou par la pendularité, et organisées par les acteurs eux-mêmes. Ceux qui étaient qualifiés d'« immigrés » s'imposent ainsi, dans l'espace des débats, comme des « migrants » : ils sont moins considérés comme des travailleurs (dont l'insertion sur le marché du travail était établie par le salariat et dont l'expérience se caractériserait par l'exil et la sédentarité) que comme des entrepreneurs, porteurs d'une rationalité économique et aventurière qui impulse leur mobilité transnationale (Bredeloup, 2014 ; Peraldi, 2007). Autrement dit, la migration n'est plus exclusivement considérée comme une nécessité économique.

C'est dans un tel contexte épistémologique que les concepts de « réseaux » et de « diasporas » sont désormais mobilisés (Faret, 2003 ; Hovanessian, 1998 ; Ma Mung 1992 ; Massey, 1988) pour décrire les réalités migratoires. Ces analyses ont, en effet, montré l'importance croissante des maillages transnationaux dans l'organisation des phénomènes migratoires ainsi que les formes très diversifiées qu'ils revêtent (familiales, religieuses, professionnelles et entrepreneuriales notamment). Enfin, la pluralité des flux, des axes (« Sud-Nord », mais aussi « Sud-Sud » et intercontinentaux) et des itinéraires transnationaux a été soulignée. L'étude des migrations subsahariennes vers l'Afrique du Nord (Bredeloup, Pliez, 2005), des migrations régionales internes au continent africain (Daum, Dougnon, 2009), des migrations nord-africaines et subsahariennes vers le Moyen-Orient (Antéby-Yemini, 2008 ; Grégoire, Schmitz, 2000), ou encore des circulations migratoires entre l'Afrique et l'Asie du Sud-Est (Bertoncello, Bredeloup, 2009) ont pu s'inscrire dans une telle dynamique.

L'ensemble des contributions réunies dans ce numéro thématique se nourrissent de ces approches classiques et se positionnent par rapport aux paradigmes dominants

(intégration, transnationalisme, diaspora) pour les discuter et les mettre à l'épreuve des réalités empiriques.

L'analyse des expériences migratoires : subjectivités, contextes et temporalité

Les articles de Clio Chaveneau, d'Aurore Flipo, et de Karine Lamarche et Arthur Pacalet décrivent des parcours peu investis par les sciences sociales. Ils concernent des populations « jeunes » qui font leur entrée dans la vie active en provenance d'Israël, des États-Unis ou d'Europe du Nord et de l'Est. Leurs approches mettent l'accent sur les subjectivités de ces acteurs et sur les raisons qui les poussent à migrer. Cette posture semble moins relever d'un choix théorique – ouvrir la focale sur les subjectivités – que d'une « injonction » empirique : dans ces études, les acteurs placent leur subjectivité au cœur du récit de leur parcours migratoire et celle-ci semble former la trame de leur mise en mouvement. Il y aurait là un primat de la subjectivité, une quête d'accomplissement personnel, qui formerait, du moins peut-on en faire l'hypothèse, la singularité de ces itinéraires contemporains et qui se retrouve dans d'autres contextes géographiques et sociaux que ceux décrits ici (Peraldi, Terrazzoni, 2016).

Parallèlement, la présence politique des États apparaît en filigrane dans les expériences migratoires décrites. Si Aurore Flipo souligne leur influence décroissante sur les « travailleurs mobiles » qu'elle étudie, elle précise cependant que le statut de résident européen, par la fluidité de circulation qui lui est consubstantielle, permet ces migrations. Les stratégies migratoires étudiées intègrent aussi l'usage multiple des nationalités. Celles-ci dessinent de nouvelles destinations migratoires et favorisent le développement des projets entrepris. Le passage des frontières et l'installation dans le pays de destination n'en sont toutefois pas toujours facilités, même lorsque les trajectoires ont pour point de départ un pays du « Nord » (Clio Chaveneau). Malgré la relative fluidité de ces parcours migratoires, la question de la citoyenneté apparaît toujours dépendante des politiques étatiques et continue de mobiliser, à l'échelle individuelle, des enjeux d'appartenance et d'insertion sociale complexes, à la fois dans les sociétés de départ et d'accueil (Marwa El Chab, Aurore Flipo, Karine Lamarche et Arthur Pacalet, Claire Vincent-Mory).

Les migrants dont il est ici question apparaissent cependant relativement « autonomes » (Rodriguez, 1996) : leur déplacement semble moins organisé par des accords inter-gouvernementaux que lié à une valorisation, voire une banalisation, de la mobilité dans les sociétés dont ils partent. Leur mobilité s'agence aussi dans leurs cercles sociaux et paraît parfois même stimulée par la socialisation familiale (Clio Chaveneau, Aurore Flipo, Lamarche et Pacalet).

Plusieurs articles de ce numéro mobilisent le concept de « carrière » (Becker, 1985) et introduisent, de ce fait, l'idée selon laquelle un projet migratoire se recompose au gré des expériences. Cette perspective conceptuelle permet d'inscrire les parcours dans

une optique interactionniste. Initiée et conceptuellement forgée par les travaux de chercheurs de l'école de Chicago (ces derniers étant attentifs aux changements de statuts et à leurs implications pour lire ces évolutions comme l'expression d'une grammaire sociale (Barley, 1989)), l'étude des « carrières » peut également constituer un outil d'objectivation (Darmon, 2008) des trajectoires migratoires. La « carrière » permet de décrire les expériences migratoires en articulant les points de vue des acteurs et les contextes historiques, institutionnels ou politiques.

Parmi les contributions présentées, les migrations étudiées par Karine Lamarche et Arthur Pacalet s'inscrivent dans un contexte israélien, devenu espace d'immigration et d'émigration, où la question du départ s'avère polémique. À contre-courant du projet politique sioniste, les migrations vers l'Allemagne ou vers la France sont analysées à partir des ressources, des caractéristiques politiques et sociologiques des enquêtés ainsi que des projets de vie élaborés en accord avec leurs aspirations personnelles. Cette réflexion met à jour les processus d'individuation à l'œuvre dans l'expérience migratoire, processus sous-tendus par une quête d'épanouissement et construits en réaction à la situation sécuritaire et politique d'Israël.

Effectuées en sens inverse, les mobilités des jeunes travailleurs occidentaux « indépendants » vers les Territoires palestiniens occupés, étudiées par Clio Chaveneau, articulent également des éléments de contextualisation macrosociologique – la valorisation de la mobilité dans les sociétés post-modernes et les opportunités d'emploi qui accompagnent l'augmentation de l'aide internationale dans certaines régions – et des perspectives individuelles. Cette articulation est analysée au prisme des conditions de départ et des facteurs à l'origine des « basculements statutaires » qui caractérisent les trajectoires et leur temporalité.

C'est sous d'autres angles que Claire Vincent-Mory explore les relations entre le champ de la solidarité internationale et les mobilités transnationales. Après avoir retracé les glissements conceptuels qui ont conduit à la montée en puissance du concept de mobilité, l'auteure interroge les expériences migratoires dans leur temporalité en questionnant la manière dont la mise en avant de la mobilité transnationale dans les discours de ses enquêtés, principalement des hommes sexagénaires avec une stabilité économique et administrative, exprime des stratégies d'ascension sociale tout en répondant aux attentes dominantes dans le champ de la solidarité internationale. L'auteure montre comment ces stratégies contribuent à occulter les ruptures, pourtant fréquentes, dans la mobilité des leaders associatifs migrants et à reconstruire un rapport identitaire au « pays d'origine » à travers la mobilité retrouvée des enquêtés.

À la croisée des migrations régionales et internationales, la question de l'intensification des mobilités Est-Ouest en Europe est au cœur de la contribution d'Aurore Flipo. Les mobilités des jeunes travailleurs roumains et polonais enquêtés au Royaume-Uni et en Espagne doivent beaucoup à leur statut de résidents européens. Cependant, leurs trajectoires se caractérisent, elles aussi, par des alternances statutaires, liées aux différents rôles de travailleur, touriste, étudiant, entrepreneur adoptés par les enquêtés, et révèlent des usages sociaux différenciés de la mobilité qui

complexifient l'opposition classique entre « migrants utilitaristes » et « mobiles cosmopolites ».

Sur un autre continent, la contribution de Marwa El Chab explore aussi les croisements entre migrations régionales et internationales à partir des mobilités d'entrepreneurs libanais en Afrique de l'Ouest. Elle porte intérêt aux liens qu'ils entretiennent avec leurs cercles sociaux privés et familiaux ainsi qu'à l'influence des différents contextes au sein desquels ces acteurs déploient leurs activités. La mobilité extraterritoriale est ici analysée au prisme des logiques d'appartenance – plurielles et parfois ambivalentes – des relations interpersonnelles, de la mobilisation des citoyennetés des acteurs, mais aussi des possibilités offertes par les États africains aux descendants de migrants libanais, aussi bien du point de vue politique qu'économique.

Enfin, centrée sur l'analyse de trajectoires familiales à plusieurs échelles et inscrites dans leur temporalité, la contribution de Delphine Prunier indique comment la mobilité affecte les structures productives et sociales dans les campagnes nicaraguayennes. Si l'étirement des économies familiales apparaît, dans l'espace régional centre-américain, comme un moyen central de déjouer les contraintes de l'enclavement, l'auteure montre, à partir de différentes morphologies de dispersion spatiale de la force de travail et de gestion des ressources, que la migration, loin de résorber les inégalités, peut, à l'inverse, les accentuer.

Cette perspective apparaît également en filigrane dans la discussion entre Roger Waldinger, Michel Peraldi et Liza Terrazoni, qui met l'accent sur les discriminations en matière de droit à la mobilité. Roger Waldinger souligne, à cet égard, l'influence des États-nations sur les expériences mais aussi sur la subjectivité des migrants.

À travers ces différentes contributions s'impose plus largement l'idée que l'ethnographie des migrations gagne à se prolonger au-delà de l'épisode migratoire – celui du déplacement – pour observer la manière dont les projets et les expériences se recomposent au fil du temps. La migration n'entraîne ni exclusivement la sédentarité ni exclusivement la circulation : au sein d'une même expérience de mobilité transfrontalière, l'individu peut s'inscrire un temps dans la circulation, un temps dans l'installation (Clio Chaveneau, Aurore Flipo, Delphine Prunier, Claire Vincent-Mory) et/ou basculer entre divers statuts (touriste, résident, travailleur temporaire, par exemple).

Cette question en ouvre une autre. En essayant de résister à la tendance actuelle qui traverse les sciences sociales et qui consiste à substituer progressivement le concept de « mobilité » à celui de « migration »⁵ (Clio Chaveneau, Aurore Flipo, Karine Larmarche et Arthur Pacalet), en tentant de ne pas céder à l'emploi de l'un ou l'autre terme pour qualifier certains mouvements plutôt que d'autres, enfin, en développant un regard inscrit dans le temps (Clio Chaveneau, Marwa El Chab, Delphine Prunier,

5 Voir à ce propos Pellerin, 2011.

Claire Vincent-Mory), les auteurs montrent finalement comment migration et mobilité se rencontrent dans les expériences sociales. Les migrations internationales – entendues comme le départ d'individus qui franchissent les frontières d'une entité politique pour aller vers d'autres (Boyle, Halfacree, Robinson, 1998), avec un projet à plus ou moins long terme – seraient-elles un « analyseur » des processus de mobilité, géographique et sociale, qui caractérisent les sociétés contemporaines ? S'il y a une dimension transversale à l'ensemble des contributions de ce numéro, c'est bien celle des liens entre mobilité internationale et mobilité sociale.

Bibliographie

- ANTEBY-YEMINI L. (2008), « Migrations africaines et nouveaux enjeux de la frontière israélo- égyptienne », *Cultures et conflits*, n° 72, p. 77-99.
- BARLEY S. R., (1989) « Careers, identities, and institutions: the legacy of the Chicago School of Sociology », in M.-B. ARTHUR, D.-T. HALL, et B.-S. LAWRENCE (dir.), *Handbook of Career Theory*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 41-65.
- BECKER H.S. (1985), *Outsiders : Études de sociologie de la déviance*, Paris, Éditions Métailié.
- BERTONCELLO B., BREDELOUP S. (2009), « Chine-Afrique ou la valse des entrepreneurs migrants », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 25, n° 1, p. 45-70.
- BOYLE P., HALFACREE K., ROBINSON V. (1998), *Exploring Contemporary Migration*, Harlow, Longman.
- BREDELOUP S. (2014), *Migrations d'aventures. Terrains africains*, Paris, Éditions du Comité des Travaux Historiques et Scientifiques.
- BREDELOUP S., PLIEZ O. (2005), « Migrations entre les deux rives du Sahara », *Autrepart*, numéro thématique, vol. 4, n° 36, p. 3-20.
- CASTLES S. (2007), « The Factors that make and unmake Migration Policies », in A. PORTES, J. DEWIND (dir.), *Rethinking Migration. New Theoretical and Empirical Perspectives*, Center for Migration Studies of New York, Berghahn Books, p. 20-61.
- CASTLES S., MILLER M. J. (2009), *The Age of Migration: International Population Movements in the Modern World* (Fourth edition), Basingstoke, Palgrave Macmillan.
- DARMON M. (2008), « La notion de carrière : un instrument interactionniste d'objectivation », *Politix*, vol. 2, n° 82, p. 149-167.
- DAUM C., DOUGNON I. (dir.) (2009), « L'Afrique en mouvement », *Hommes et migrations*, numéro thématique, n° 1279.
- DE RUDDER V., POIRET C., VOURC'H F. (2000), *L'inégalité raciste, l'universalité républicaine à l'épreuve*, Paris, Presses universitaires de France.

- FARET L. (2003), *Les Territoires de la mobilité. Migrations et communautés transnationales entre le Mexique et les États-Unis*, Paris, CNRS éditions.
- FRONTEX (2014), rapport annuel, *Annual risk analysis*.
- GALISSOT R. (1993), « Immigré/Immigrant », *Pluriel Recherches, Vocabulaire historique et critique des relations inter-ethniques*, Cahier n° 1, L'Harmattan, p. 65-68.
- GLICK SCHILLER N., BASCH L., BLANC-SZANTON C. (1992), « Transnationalism: A New Analytic Framework for Understanding Migration ». *Annals of the New York Academy of Sciences*, vol. 645, p. 1-24.
- GRÉGOIRE E., SCHMITZ J. (dir.) (2000), « Afrique noire et monde arabe », *Autrepart*, numéro thématique, vol. 16, Éditions de l'Aube/IRD.
- HOVANESSIAN M. (1998), « La notion de diaspora », *Journal des anthropologues*, n° 72-73, p. 11-30.
- LIAUZU C. (2000), « Immigration, colonisation et racisme : pour une histoire liée », *Hommes et migrations*, n° 1228, p. 5-14.
- MA MUNG E. (1992), « Dispositif économique et ressources spatiales : éléments d'une économie de diaspora », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 8, n° 3, p. 175-193.
- MASSEY D. S. (1988), « Economic development and international migration in comparative perspective », *Population and Development Review*, vol. 14, n° 3, p. 383-413.
- MOROKVASIC M. (1984), « Introduction », *Current Sociology*, numéro thématique *Migration in Europe*, n° 32, vol. 2, p. 17-40.
- MOULIER BOUTANG Y. (1998), *De l'esclavage au salariat, économie historique du salariat bridé*, Paris, Presses universitaires de France.
- PELLERIN H. (2011), « De la migration à la mobilité : changement de paradigme dans la gestion migratoire. Le cas du Canada », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 27, n° 2, p. 57-75.
- PERALDI M., TERRAZZONI L. (dir.) (2016), « Mobilités et migrations européennes en (post)colonies », *Cahiers d'études africaines*, dossier thématique, n° 221-222, vol. 1-2, Paris, Éditions de l'EHESS.
- PERALDI M. (2007), « Aventuriers du nouveau capitalisme marchand. Essai d'anthropologie de l'éthique mercantile », in F. ADELKHAH, BAYART J.-F. (dir.), *Voyages du développement. Émigration, commerce, exil*, Paris, Karthala, p. 73-113.
- PERALDI Michel (dir.) (2001), *Cabas et containers, activités marchandes informelles et réseaux migrants transfrontaliers*, Paris, Maisonneuve et Larose.
- PORTES A., DEWIND J. (dir.) (2007), *Rethinking Migration. New Theoretical and Empirical Perspectives*, New York, Berghahn Books.

- REA A., TRIPIER M. (2003), *Sociologie de l'immigration*, Paris, Éditions la Découverte.
- RODRIGUEZ N. (1996), « The Battle for the Border: Notes on Autonomous Migration, Transnational Communities, and the State », *Social Justice*, vol. 23, n° 3, p. 21-37.
- SANTIBAÑEZ ROMELLÓN J. (2004), « La migración México-Estados Unidos, Una visión general y algunos escenarios futuros », in J. COHEN et A. TRÉGUER (dir.), *Les Latinos des USA*, Paris, Éditions de l'IHEAL, p. 48-73.
- SAYAD A. (1999a), *La double absence, des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*, Paris, Éditions du Seuil.
- SAYAD A. (1999b), « Immigration et "pensée d'État" », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n° 129, p. 5-14.
- SAYAD A. (1991), *L'immigration ou les paradoxes de l'altérité*, Bruxelles, De Boeck Université.
- SWING W. L. (2016), « The Mediterranean challenge within a world of humanitarian crises », *Forced Migration Review*, n° 51, p. 14-16.
- TARRIUS A. (1989), *Anthropologie du mouvement*, Orléans, Paradigme Éditions.
- TISSIER-RAFFIN M. (2015), « Crise européenne de l'asile : l'Europe n'est pas à la hauteur de ses ambitions », *La Revue des droits de l'homme*. En ligne, consulté le 2 août 2016. URL : <http://revdh.revues.org/1519>.
- URRY J. (2005), « Les systèmes de la mobilité », *Cahiers internationaux de sociologie*, vol. 1, n° 118, p. 23-35.